

## ST61 Les approches non-occidentales des Relations Internationales

❖ Frédéric Puppatti, Université de Lille 2, frederic.puppatti@etu.univ-lille2.fr

### *Les « valeurs asiatiques » au 21<sup>ème</sup> siècle : une solution pour repenser la gouvernance mondiale dans un ordre multipolaire ?*

#### *Introduction*

Dans son dernier ouvrage, l'historien britannique Niall Ferguson justifie la réussite triomphale de l'impérialisme occidental en partant de l'angle d'approche (pour le moins singulier) de ce qu'il nomme lui-même comme les « six applis fatales<sup>1</sup> » (*killer apps*), principaux éléments responsables de la suprématie de l'Occident sur sa périphérie<sup>2</sup>. S'il est légitime de nous interroger sur la terminologie employée dans ce cas précis (provocatrice selon certains, alarmiste pour d'autres), il n'en demeure pas moins que ce sont ces facteurs décisifs de supériorité socio-économiques qui ont précisément, et chacun à tour de rôle, parachevé l'établissement d'une sphère occidentale rayonnante, et dont la domination sur le reste du monde est restée inébranlable pendant près de deux siècles<sup>3</sup>. Suivant ce modèle qui est parvenu à faire ses preuves sous ses nombreuses déclinaisons, plusieurs autres nations<sup>4</sup> (colonisées ou non par l'Occident) se sont empressées de s'approprier ces vecteurs de domination, et de les ériger en « valeurs occidentales » pour combler leur retard et parvenir progressivement à la hauteur de certains pays occidentaux, si bien que certains de ces acteurs sont devenus les nouveaux ambassadeurs de ces « applications » réadaptées pour notre époque<sup>5</sup>. Ce postulat théorique trouve également une partie de son prolongement dans un volet plus anthropologique que les travaux de Jared Diamond résument parfaitement : un des ses plus célèbres essais insiste sur ce caractère cyclique et régénératif qu'ont les sociétés humaines depuis leurs origines jusqu'à aujourd'hui<sup>6</sup>.

Pour revenir à Ferguson, ce dernier s'inscrit véritablement dans la ligne conservatrice observée depuis ces dernières années parmi la grande majorité des intellectuels occidentaux, et pronostique la fin d'un modèle de réussite de l'Occident (puisque il a été réemployé et réajusté ailleurs dans le monde), sévèrement mis à mal et en perte de renouveau. Ce modèle de valeurs qui a été façonné par les pays occidentaux se retrouve désormais imité à travers le monde (plus ou moins fidèlement) et nécessairement réadapté afin de coller au mieux à la réalité de ceux qui exploitent ces nouvelles idées.

---

<sup>1</sup> Niall Ferguson, *Civilization: the West and the Rest*, London: Allen Lane, 2011, 402 p.

<sup>2</sup> Alain Frachon, « L'Occident a de beaux restes », *Le Monde*, octobre 2014, p. 21.

<sup>3</sup> Ferguson identifie respectivement le phénomène de la concurrence économique (apparue avec les premières formes de royautes dans l'Europe médiévale, et qui prendra son plein essor au fil de l'interaction progressive entre les états européens dès la Renaissance) ; la science et son application à un usage militaire (dès le 17<sup>ème</sup> siècle avec le déclin progressif de l'Empire Ottoman) ; la propriété individuelle (en particulier aux Etats-Unis d'Amérique nouvellement formés et où le découpage et la distribution des terres par un système fédéral ayant vu le jour au sortir de la Guerre de Sécession en est la meilleure illustration) ; les progrès occasionnés par la médecine ; le consommérisme de masse puis enfin l'éthique du travail (vertu encore très observée parmi les foyers protestants en Europe ainsi qu'en Amérique du nord).

<sup>4</sup> C'est notamment le cas du Japon dès 1868 au moment de la restauration de *Meiji*.

<sup>5</sup> Alain Frachon, *op.cit.*

<sup>6</sup> Jared Diamond, *Guns, germs and steel: the fates of human societies*, New York: Norton, 1997, 480 p.

Le thème, souvent lancinant, d'un Occident au bord du déclin n'est plus une rareté dans la littérature scientifique contemporaine : il répond tout d'abord à une sorte de besoin (véritablement occidental) et annonce un changement brutal d'opinion sur les points forts (réels ou supposés) de l'Occident qui est confronté de plein fouet au phénomène de la mondialisation...elle-même initiée et stimulée par les pays occidentaux.

La mondialisation impose un changement radical dans la répartition du Pouvoir et dans la perception des rapports de forces traditionnels entre les acteurs étatiques. Ces derniers doivent souvent composer avec la présence d'autres acteurs (transnationaux pour la plupart) qui viennent redéfinir le rôle même de l'Etat-nation traditionnel<sup>7</sup>. Le phénomène de la mondialisation participe à l'intensification des relations entre des états interconnectés dans de nombreux domaines de la vie sociale contemporaine, et se détache naturellement de toute théorie des relations internationales (RI) proprement dite<sup>8</sup>.

Dès 1918, Oswald Spengler avait posé les jalons d'une théorie des « *hautes cultures* » (au nombre de huit) qui se suivent sans nécessairement se prolonger, comparable au cycle naturel des saisons (ou à celui des êtres vivants) afin d'illustrer les bouleversements qui ont précipité le monde dans le chaos de la Première Guerre Mondiale<sup>9</sup>. Même si l'œuvre continue de susciter un vif débat au sujet de la surabondance d'analogies historiques dont elle use (souvent à son désavantage), cette lecture redevient plus que jamais d'actualité en ces temps incertains : là où les thèses les plus alarmistes d'un Occident en perte de vitesse se manifestent toujours plus fréquemment, le *Déclin* (malgré son ancienneté) nous interpelle dans la mesure où Spengler accorde à chacune de ces cultures une évolution strictement indépendante : un cheminement similaire avec la lente et progressive ascension vers un rayonnement, avant de connaître par la suite une phase plus ou moins brutale de perte d'influence (comme celle avec laquelle l'Occident doit composer aujourd'hui). Chaque culture est ainsi déterminée par son héritage et ses valeurs, dès lors pouvons-nous nous demander si les valeurs occidentales ont toujours prétention à l'universalité ? Autrement dit, existe-il une autre approche alternative capable d'être aussi bien, sinon mieux, mise en valeur que ce qui constitue aujourd'hui le paradigme d'Occident ?

L'objet de cette communication se concentre sur le paradigme des « valeurs asiatiques » où cette théorie a fait son chemin depuis maintenant une vingtaine d'années. Il est principalement question de nous intéresser à l'usage contemporain de ces valeurs asiatiques afin de proposer une redéfinition des règles et des pratiques de la gouvernance mondiale d'un monde toujours plus interdépendant.

Si l'un des premiers articles<sup>10</sup> dans la littérature scientifique francophone insiste surtout sur l'autoritarisme qui a permis à ses deux principaux initiateurs (Singapour et la Malaisie) de se positionner comme de nouveaux acteurs étatiques, une fois leur indépendance respective acquise<sup>11</sup>, il est néanmoins judicieux de nous pencher plus en avant sur leurs effets quant à l'essor économique de ces deux états : cette réussite a été rendue possible sans nécessairement toucher à l'appareil politique, en conservant une nature autoritaire consubstantielle à une représentation occidentale (parfois biaisée) de l'identité asiatique traditionnelle (labeur, détermination, patriotisme et même nationalisme...).

---

<sup>7</sup> Pierre de Sernaclens, *La mondialisation : théories, enjeux et débats* (4<sup>ème</sup> édition), Paris : Dalloz, 2005, 275 p.

<sup>8</sup> Ian Clark, *Globalization and international relations theory*, Oxford: Oxford University Press, 1999, 191 p.

<sup>9</sup> Oswald Spengler, *Le déclin de l'Occident : esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle*, Gallimard, 1948, 2 tomes.

<sup>10</sup> Bernard Cassen, « Du bon usage des valeurs asiatiques », *Le Monde diplomatique*, août 1995.

<sup>11</sup> Les deux pays formaient un seul et même Etat entre 1957 (année de la création de la Fédération de Malaisie après le départ des britanniques) et 1963 lorsque Singapour a quitté la Fédération...et a obtenu son indépendance deux ans plus tard.

Les « valeurs asiatiques » n'ambitionnent pas nécessairement à se substituer à leur pendant occidental : en effet, il serait maladroit de leur associer, *a fortiori* à tort, un caractère universel quand les idéaux de l'Occident ont pour la plupart échoué à le faire<sup>12</sup>. Néanmoins, il faut garder en tête que ces valeurs représentent, pour un grand nombre d'observateurs internationaux, une nouvelle opportunité d'adaptation et de renouveau pour le modèle de la coopération internationale.

La mondialisation suppose une révision des pratiques et des représentations de la gouvernance mondiale : si les organisations internationales (OI) parviennent à accorder un véritable statut au multiculturalisme (asiatique ou autre) en lui conférant une nouvelle dimension déterminante grâce à une meilleure visibilité, la communauté internationale aura dès lors prouvé sa détermination à délaisser une fois pour toutes des pratiques et des réflexes passésistes, inadaptés au contexte actuel<sup>13</sup>.

### ***Genèse et apports des valeurs asiatiques en Asie du Sud-Est : un outil indispensable à la bonne marche d'un projet politique national puis régional***

La première partie de notre démarche analytique propose une identification de notre objet d'étude, à savoir les valeurs asiatiques et leur usage dans la sphère politique contemporaine. Il convient dans un premier temps de donner quelques éléments structurels d'un concept culturellement fort puisque ancien, ayant subi une réadaptation politique qui a contribué à l'affirmation de l'Asie à l'échelle internationale.

#### ***1. Le facteur religieux***

L'origine même du concept de « valeurs asiatiques » est relativement ancienne puisqu'elle remonte jusqu'aux premières formes d'échanges culturels entre l'Asie et le reste du monde. La transmission des connaissances et des pratiques (majoritairement spirituelles) ainsi que leur nécessaire adaptation au cours de leur diffusion, viennent étayer la formation et l'évolution de l'ancrage historico-culturel de l'Asie dans son ensemble. Contrairement à l'Europe médiévale où le seul Christianisme a servi de vecteur d'unification entre les différents territoires, l'absence d'une véritable « identité asiatique » commune à tous les peuples a facilité l'émergence d'un « maelstrom culturel » dans toutes les aires de peuplement. Ce n'est qu'à partir de l'essor du Bouddhisme puis de l'Islam (et leur diffusion rapide) que l'Asie va acquérir une véritable identité qui découle de l'héritage de ces deux religions.

Notre attention est particulièrement retenue en ce qui concerne l'introduction du Bouddhisme à partir du Vème siècle avant notre ère *via* la Chine de la dynastie des Tang avant de se propager à tout le reste du continent, et avant de subir plusieurs déclinaisons dans ses pratiques (*theravāda* dans la plupart des pays d'Asie du Sud-est, *mahāyāna* en Extrême-Orient et *vajrayāna* majoritaire au Tibet et dans le reste de l'Asie centrale, Mongolie incluse). Les enseignements d'une religion étrangère se sont progressivement acclimatés au contexte local, et se sont peu à peu greffés aux préceptes traditionnels de la culture chinoise (confucianisme, taoïsme, légisme...), elle-même source d'inspiration avant d'être diffusée vers les territoires vassalisés situés aux marges de l'Empire (Vietnam, Corée...).

Il en est de même avec l'introduction plus tardive de l'Islam avec les premiers échanges marchands réalisés entre l'Asie du Sud-est et les commerçants arabes dès le milieu du XVème siècle : les préceptes de cette religion ont là encore rapidement trouvé leur juste acclimatation dans cette région. La religion a joué un rôle non-négligeable dans la transformation des sociétés asiatiques traditionnelles, et continue toujours d'occuper une place prépondérante en matière de rapport avec l'Occident à majorité judéo-chrétienne.

<sup>12</sup> Amartya Sen, *La démocratie des autres: pourquoi la liberté n'est pas une invention de l'Occident*, Paris: Payot & Rivages, 2005, 85 p.

<sup>13</sup> Rodney L. Lowan (sous la direction de), *Internationalizing multiculturalism: expending professional competencies in a globalized world*, Washington: American psychological Association, 2013, 338 p.

## 2. *La réadaptation politique*

Si le facteur religieux permet d'expliquer l'émergence d'une forme de conciliation de la religion avec les pratiques culturelles traditionnelles en Asie, il convient à présent de nous intéresser à la déclinaison de ces valeurs asiatiques sur le plan politique en proposant une synthèse du débat encore largement soumis à de nombreuses interprétations à l'heure actuelle, puis en soumettant quelques éléments de réponse à travers deux cas d'études particulièrement révélateurs dans le paysage asiatique contemporain. Les valeurs asiatiques étaient parvenues à se fondre dans les traditions des sociétés d'Asie, et parfois même en les complétant. Comment dès lors interpréter ce phénomène sans néanmoins le réduire à une simple transposition dans le contexte d'un monde globalisé ?

Kishore Mahbubani, actuel doyen de la *Lee Kuan Yew School of Public Policy* à la prestigieuse *National University of Singapore* (NUS), est l'un des porte-parole les plus influents des valeurs asiatiques, ainsi que de leur diffusion au grand public. Sa longue carrière au sein du *Singapore Foreign Service* (1971-2004) et son mandat d'ambassadeur de Singapour aux Nations Unies<sup>14</sup> ont contribué à promouvoir l'expertise de la représentation du monde telle qu'elle est perçue en Asie-Pacifique. Mahbubani décide de rompre avec la tradition dans l'analyse des RI traditionnelles en prônant un retour en force de l'Asie (ainsi que des puissances émergentes d'aujourd'hui) sur le devant de la scène.

Le message qu'il délivre, qui ne doit en aucune manière s'apparenter à un altermondialisme irréfléchi, s'inscrit dans le prolongement des « égarements » américains dans leur gestion des affaires étrangères de ces dernières années. Kishore Mahbubani insiste en particulier sur les trois principales « erreurs<sup>15</sup> » qui démontrent les faiblesses du modèle occidental, et dont l'impact sur l'opinion publique internationale a été le plus retentissant : le déclenchement « illégal » des opérations militaires en Irak au printemps 2003 sans l'aval du Congrès américain couplé à celui de Kofi Annan (alors Secrétaire général de l'ONU) constitue la première erreur. La deuxième erreur vient en quelque sorte conforter la précédente lorsque les Etats-Unis ont décidé de recourir massivement (et parfois de façon arbitraire) à l'emploi systématique de la torture (en particulier dans les prisons secrètes administrées par la CIA) pour obtenir des renseignements capitaux relatifs à la traque d'Oussama Ben Laden et dans la lutte contre le terrorisme international (en dépit des convictions et des discours prononcés sur la question des droits de l'Homme). Quant à la troisième et dernière erreur, sans doute la plus répréhensible selon le point de vue de Mahbubani en matière de crédibilité à l'échelle internationale, les conséquences désastreuses provoquées par l'arrêt de l'ensemble des activités fédérales américaines au début de l'automne 2013 (*shutdown*) a porté un coup terrible aux institutions de la « première puissance démocratique mondiale » : cet épisode s'est répercuté sur l'agenda présidentiel et a contraint le président Barack Obama à renoncer à une série de visites officielles en Asie (programmées de longue date) à cette époque. Cet « aveu de faiblesse » n'a échappé ni aux alliés traditionnels de Washington<sup>16</sup> ni aux acteurs plus réticents à la présence américaine dans la région.

Si l'analyse de Kishore Mahbubani s'avère être corrosive l'égard des Etats-Unis (ainsi qu'envers ses alliés de façon générale), il n'en demeure pas moins que le débat autour d'une nouvelle conception non-occidentale des RI suscite un engouement ailleurs dans le monde.

<sup>14</sup> Il a également occupé le poste de Président au conseil de sécurité de l'ONU entre janvier 2001 et mai 2002.

<sup>15</sup> Kishore Mahbubani, discours prononcé à la Bibliothèque Nationale de France le 13 novembre 2013 à l'occasion du débat des 40 ans du CAPS, intervention disponible sur <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/evenements-et-actualites-du/actualites-du-ministere-des/article/les-40-ans-du-centre-d-analyse-de>.

<sup>16</sup> A titre d'exemple, l'Indonésie, où Obama a passé une partie de sa jeunesse, a du essuyer trois refus de la part de la Maison Blanche depuis 2008.

Dans le cas de notre étude rapportée à l'échelle de l'Asie, la cause est autrement plus claire puisque la région est devenue en l'espace de quelques années un laboratoire expérimental des nouvelles conceptions multilatérales. Michael Leifer était l'un des premiers défenseurs d'une nouvelle conception des standards du régionalisme en Asie : il avait très tôt considéré la région comme une aire de cristallisation des nouveaux apports sur la façon dont ses acteurs conçoivent et subissent la mondialisation des pratiques<sup>17</sup>.

A travers ces illustrations, la thèse que défend Kishore Mahbubani entend insuffler un nouvel élan dans la façon de penser les RI pour le siècle à venir : s'il ne rejette pas définitivement les apports d'une théorie occidentale des RI, il propose toutefois d'en redéfinir les contours au moyen de nouveaux outils que les acteurs dits « émergents » peuvent apporter chacun à leur manière.

Kishore Mahbubani est l'un des plus fervents défenseurs d'un monde multipolaire, soucieux d'une meilleure représentativité de ses acteurs, où un ensemble d'entités régionales rebattraient les cartes du multilatéralisme moderne, définitivement débarrassé de son carcan théorique occidental trop réducteur. D'autres experts asiatiques mondialement reconnus lui emboîtent le pas quitte à différer légèrement : Amitav Acharya propose une description du monde comme un grand « *multipléxe*<sup>18</sup> » où les acteurs étatiques sont les garants de la diversité multilatérale (là où la multipolarité impose une cohabitation et des clivages préalablement définis). Cependant, Acharya partage le point de vue de Mahbubani sur la nécessité d'une refonte du multilatéralisme pour le 21<sup>ème</sup> siècle : le format actuel du G20, bien que représentatif des évolutions régionales et économiques de ces dernières années<sup>19</sup>, est souvent considéré comme la meilleure forme actuelle d'une « *multipolarité organisée*<sup>20</sup> » permettant une cohabitation élargie sans aucune distinction entre les membres<sup>21</sup>. A ce propos, si le G20 est présidé l'année prochaine par la Chine<sup>22</sup>, il sera alors judicieux d'observer attentivement (indépendamment du pays retenu) quelles seront les mesures qui devront permettre une accélération de cette refonte de la gouvernance mondiale.

Il est désormais devenu nécessaire d'adapter les méthodes de travail et d'observations de ces grands phénomènes, en les soumettant à une approche théorique plus adaptée aux changements survenus depuis plus de deux décennies<sup>23</sup>. Le phénomène du régionalisme, très populaire dans la littérature contemporaine, se complexifie au fur et à mesure qu'interviennent une multitude d'acteurs régionaux aux caractéristiques variées : dans le cas de l'Asie, où le régionalisme est autrement plus complexe, il convient de nous intéresser à un concept politique qui répond directement à ces transformations régionales, et qui a favorisé l'essor socio-économique de certains de ces acteurs (ceux-ci absorbés dans la logique plus globale de l'uniformisation des pratiques<sup>24</sup>).

---

<sup>17</sup> Tan See Seng, « Spectres of Leifer: Insights on Regional Order and Security for Southeast Asia Today », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 34, n°3, december 2012, p. 309-337.

<sup>18</sup> Amitav Acharya, « International Relations in a 'Multiplex' World Order », intervention au CERJ le 11 septembre 2014, compte rendu disponible sur <http://www.sciencespo.fr/ceri/en/content/global-ir-and-regional-worlds-beyond-sahibs-and-munshis-new-agenda-international-studies>.

<sup>19</sup> Le G20 représente à l'heure actuelle près de 85% de l'économie mondiale, et près des 2/3 de la population mondiale.

<sup>20</sup> Laurent Fabius, débat des 40 ans du CAPS, intervention disponible sur <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/evenements-et-actualites-du/actualites-du-ministere-des/article/les-40-ans-du-centre-d-analyse-de>.

<sup>21</sup> Amitav Acharya, « The Emerging Regional Architecture of World Politics », *World Politics*, vol.59, n°4, 2007, p.629-652.

<sup>22</sup> Lors du 11<sup>ème</sup> Sommet programmé en Novembre 2016 à Hangzhou.

<sup>23</sup> John L. Gaddis, « International Relations Theory and the End of the Cold War », *International Security*, vol.17, n°3, Winter 1992/93, p.5-58.

<sup>24</sup> Catherine Figuière & Laëtitia Guillot, « Caractériser les processus régionaux : les apports d'une approche en termes de coordination », *Mondes en développement*, vol.135, n°3, 2006, p.79-100.

### a) *Singapour : de Confucius à Lee Kuan Yew*

Le cas de la République de Singapour est évocateur à plus d'un titre : ce qui n'était à l'origine qu'un simple port de commerce guère développé a effectué en un demi-siècle une incroyable mutation pour devenir aujourd'hui l'un des Etats les plus prospères d'Asie. La « ville du Lion » (*Singapura* en malais) est rapidement sortie du carcan colonial britannique en 1959 avec l'obtention de sa propre constitution<sup>25</sup> jusqu'à devenir un modèle d' « autocratie capitaliste raisonnée » que le monde salue à sa juste valeur et dont le reste de la région continue de louer son efficacité<sup>26</sup>.

Le destin de Singapour est indissociable de celui d'un homme en particulier : Lee Kuan Yew, premier Premier ministre et véritable « père fondateur » de la cité-Etat qui a consacré toute sa carrière à la prospérité de l'île et à sa famille politique le *People's Action Party* (PAP). Les hommages à l'occasion de son décès à l'âge de 91 ans le 23 mars 2015 ont démontré son incroyable popularité auprès de la population singapourienne (et dans le reste de la région) même après son retrait définitif de la vie politique en 2011. Le peuple singapourien a fait preuve d'une belle démonstration de loyauté mêlée à une conscience patriotique rarement témoignée jusqu'alors (nombreux messages de remerciements sur les réseaux sociaux et autres blogs plus ou moins proches des médias officiels, longues files d'attente devant le Parlement durant la semaine de deuil national décrétée pour rendre un dernier hommage...). Bien plus que l'image d'un « animal politique » qui lui est souvent associée, Lee Kuan Yew laissera derrière lui le souvenir d'un leader admiré et son héritage politique perdurera encore longtemps dans les futures orientations du pays...malgré une timide amorce d'opposition apparue en 2011 à l'occasion du dernier scrutin législatif.

Lee Kuan Yew a forgé son incroyable longévité politique de concert avec le parcours du PAP<sup>27</sup> et l'avènement de Singapour dans le paysage asiatique : il a très tôt pris conscience de la nécessité d'adopter une « voie singapourienne » alors que le pays était isolé dans un « désert aride<sup>28</sup> » et résolument hostile émanant de la logique de la Guerre Froide. Une fois l'indépendance obtenue, il était primordial pour Singapour de parer au plus urgent en faisant preuve d'un pragmatisme sans limite dont la survie du pays dépendait inévitablement. Les disparités sociales criantes entre les différentes communautés et une économie à reconstruire constituaient alors les priorités de l'équipe dirigeante. Le recours à cette stratégie pragmatique de première importance (programmes sociaux, projets d'habitats collectifs, investissements économiques...) démontre la détermination du jeune état singapourien qui doit déployer des moyens différents sur une période longue<sup>29</sup>. Lee Kuan Yew et son équipe politique (Goh Keng Swee comme vice Premier ministre, Sinnathamby Rajaratnam au poste de ministre des affaires étrangères et Toh Chin Chye qui a présidé le PAP tout en assurant la fonction de ministre des sciences et des technologies) sont parvenus à mener à bien le projet politique de l'île en conservant la volonté d'adopter une « voie singapourienne » dans un subtil équilibre quant à l'alignement idéologique<sup>30</sup>.

<sup>25</sup> L'indépendance ne sera quant à elle définitivement acquise qu'en août 1965. Si Singapour est parvenue à intégrer la Fédération des Etats de Malaisie en 1963, son départ forcé l'année suivante a en quelque sorte accéléré son accès à l'indépendance.

<sup>26</sup> « Asie : les leçons du modèle Lee Kuan Yew », *Le Monde*, 25 mars 2015, p.25.

<sup>27</sup> Seuls trois premiers ministres, tous membres du PAP, se sont succédé depuis l'indépendance : Lee Kuan Yew (1965-1990), Goh Chong Tok (1990-2004) et Lee Hsien Long (fils de Lee Kuan Yew) depuis août 2004.

<sup>28</sup> Joseph Chinyong Liow, « Lee Kuan Yew: the Man and His Dream », *RSIS Commentary* [en ligne], n°87, avril 2015, disponible sur <http://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/co15087-lee-kuan-yew-the-man-and-his-dream/#.VSzPGdysUrU>.

<sup>29</sup> Surain Subramaniam, « The Asian Values Debate: Implications for the Spread of Liberal Democracy », *Asian Affairs: an American Review*, vol.21, n°1, Spring 2000, p.19-35.

<sup>30</sup> *Ibid.*

Depuis les premières traces de la présence chinoise en Asie du Sud-est, Singapour a hérité de la position peu enviable d'entité chinoise multiconfessionnelle coincée au beau milieu d'un voisinage immédiat à majorité musulmane. Cet enclavement *de facto* aurait pu être fatal pour l'île, mais il a au contraire procuré une occasion d'affirmer à voix haute le positionnement de Singapour dans sa relation avec sa périphérie, et comment des rapports vitaux avec ses voisins proches pouvaient exister. Dès lors, Lee Kuan Yew a volontairement mis l'accent sur le choix d'une politique pragmatique propre aux caractéristiques et aux ambitions nationales :

*« The foreign policy of Singapore must ensure...that this migrant community that brought in life, vitality and enterprise from many parts of the world should always find an oasis here whatever happens in the surrounding environment. A country's foreign policy, unless the country is a big inter-continental power like Russia, United States or China, must invariably involve the neighbouring countries who may not be that country's best friends<sup>31</sup> ».*

Le choix de Singapour répond en premier lieu à une configuration particulière qui ne laisse place à aucune autre alternative (le pays demeure à l'heure actuelle encore très largement dépendant de la Malaisie pour ses importations en eau potable et en énergie à titre d'exemple). En son temps, Denys Lombard ne manquait pas de nous rappeler le caractère éminemment complexe d'un sous-ensemble régional partagé autant par les éléments de culture indienne que les influences musulmanes puis occidentales<sup>32</sup>. Confrontée à de nombreux défis sociaux (population majoritairement pauvre, tensions ethniques violentes, tissu urbain très faible...), Singapour a tout d'abord dû acquérir une certaine forme de cohésion en vue de briguer le titre de « nation » clairement définie dans le contexte de l'affrontement bipolaire de l'époque. Cette culture stratégique, propre aux « petits états » va dès lors s'ancrer dans les priorités des futures équipes dirigeantes, même lorsque le pays décide (plus ou moins ouvertement) d'afficher ses préférences d'un accord commun à l'occasion des forums régionaux avec les autres pays participant au projet régional sous l'égide de l'*Association of Southeast Asian Nations (ASEAN)*<sup>33</sup>. Le rapport qu'entretient Singapour avec le reste du monde se retrouve conditionné à la mise en œuvre de politiques proactives qui doivent permettre à la cité-Etat d'affirmer sa singularité, voire même de la promouvoir de manière plus globale à travers les valeurs qu'elle défend depuis près d'un demi siècle d'existence<sup>34</sup>.

<sup>31</sup> Lee Kuan Yew, « We Want To Be Ourselves », discours prononcé le 9 octobre 1966 à l'*University of Singapore*, Ministry of Education, p.9.

<sup>32</sup> Denys Lombard, *Le carrefour javanais : essai d'histoire globale*, Paris : EHESS, 1990, 3 volumes.

<sup>33</sup> Alan Chong, « Analysing Singapore's foreign policy in the 1990's and beyond: Limitations of the small state approach », *Asian Journal of Political Science*, vol.6, n°1, 1998, p.95-119.

<sup>34</sup> Molly Elgin, « Asian Values », *Stanford Journal of East Asian Affairs*, vol.10, n°2, Summer 2010, p.135-145.



Singapour a très tôt misé sur l'insertion et la diffusion de l'anglais ainsi que la promotion des trois autres langues représentées par les communautés majoritairement établies (mandarin, malais et tamoul) comme facteur d'intégration et de stabilité sociale sur l'ensemble de son territoire<sup>35</sup>.

Si le choix du multilinguisme est motivé (notamment à travers les grandes campagnes promotionnelles régulièrement organisées sur l'île) afin de stimuler l'essor social et de renforcer l'élan patriotique<sup>36</sup>, il peut également trouver une partie de son explication dans la volonté de s'affirmer comme une nation moderne et responsable, et surtout capable de proposer un modèle régional (unifié dans la diversité) à suivre<sup>37</sup>. Singapour est à l'heure actuelle l'un des rares pays qui dispose de quatre langues officielles, par ailleurs largement diffusées dans le reste de l'Asie (et parfois même au-delà grâce aux diasporas).

Cette politique, si elle s'avère être un symbole du succès dans la promotion d'un modèle singapourien, n'est cependant pas infaillible puisque chacune des langues pratiquées ne jouit pas nécessairement de la même représentativité...quand elle n'est pas détournée avec humour dans son emploi quotidien : dans le cas du *Singlish*, certains ne manquent pas de relever qu'il s'agit d'un trait identitaire indéfectible au patrimoine culturel singapourien, ainsi que d'un vecteur d'unité entre les différentes communautés représentées sur l'île<sup>38</sup>.

Singapour a bâti son rayonnement en mêlant essentiellement les grands principes de la pensée traditionnelle chinoise (plus des trois quarts de la population sont originaires des provinces méridionales chinoises) avec les éléments occidentaux qui ont démontré leur efficacité. Si les grands préceptes de Confucius (piété filiale, loyauté envers les membres de la famille et vis-à-vis de la société, éthique au travail, observation stricte et rigoureuse des hiérarchies...) constituent un terreau favorable à un élan national, cette tendance survient dans un contexte global particulier, caractérisé par l'accumulation des échanges que la logique de la mondialisation a accéléré et impacté bon gré mal gré aux yeux des pays asiatiques<sup>39</sup>.

Le modèle économique mis en place dès l'indépendance a permis à Singapour de résorber ses difficultés internes, qui compromettaient toute perspective de progression socio-économique, et d'opérer une ouverture vers le monde extérieur sans trop la fragiliser. Une stratégie pour le moins osée d'allier une libéralisation économique à une supervision de l'Etat comme régulateur dans de nombreux domaines grâce à ses principaux fonds souverains (le *Government of Singapore Investment Corp* et la *Temasek Holding* détiennent chacun des parts considérables d'entreprises publiques ou semi-publiques).

Cette alliance surprenante, mais non moins efficace, de libéralisation avec un interventionnisme étatique omnipotent dans le secteur économique a contribué à la renommée de Singapour en Asie et jusque dans les sphères occidentales<sup>40</sup>. Les choix pragmatiques de la cité-Etat se sont révélés payants à plus d'un titre, et se sont imposés dans la sphère intellectuelle asiatique contemporaine comme une alternative au modèle occidental, ainsi les outils dont il prône l'usage<sup>41</sup>.

<sup>35</sup> Martin Courmont, « Une identité fondée sur la langue », *Monde chinois nouvelle Asie*, n°30, Été 2012, p.41-46.

<sup>36</sup> A titre d'exemple, l'hymne national (*Majulah Singapura*) est interprété en malais dès 1959.

<sup>37</sup> Bilveer Singh, « Lee Kuan Yew's legacy: a Singaporean Singapore », *RSIS Commentary* [en ligne], n°93, avril 2015, disponible sur <http://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/cens/co15093-lee-kuan-yews-legacy-a-singaporean-singapore/#.VS4mOdyUrV>.

<sup>38</sup> Martin Courmont, *op.cit.*, p.44.

<sup>39</sup> Amitav ACHARYA, « Mondialisation et souveraineté : une réévaluation de leur lien », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.8, n°3, 2003, p.383-394.

<sup>40</sup> Caroline Figoni, « Le 'modèle' singapourien : ambitions et contradictions d'une économie », *Monde chinois nouvelle Asie*, n°30, Été 2012, p.59-64.

<sup>41</sup> Surain Subramaniam, *op.cit.* & Kenneth Paul Tan, « The Ideology of Pragmatism: Neo-liberal Globalisation and Political Authoritarianism in Singapore », *Journal of Contemporary Asia*, vol.42, n°1, february 2012, p.67-92.



### ***b) Malaisie : l'Islam comme vecteur d'affirmation mondiale ?***

La République Fédérale de Malaisie affiche un profil relativement comparable à celui de sa voisine, même si le pays ne dispose pas non plus des mêmes atouts. Si les grands préceptes de l'Islam continuent de rythmer la vie du pays (aussi bien dans les *kampungs* traditionnels du Terengganu où la religion y est scrupuleusement respectée, que dans les grands centres urbains modernes des états de Selangor et Johor, respectivement vitrines politiques et économiques du pays), la Malaisie est parvenue à séduire une partie de la communauté internationale, en sus des autres pays de confession musulmane, en misant sur la pratique d'un Islam modéré<sup>42</sup> et potentiellement générateur de progrès économique et d'ascension socio-politique pour ses pratiquants<sup>43</sup>.

Si la Malaisie est devenue en l'espace de quelques décennies l'un des porte-parole des nouveaux pays en voie de développement, elle doit sa réussite d'une part à la détermination de ses élites politiques au moment de l'indépendance, ainsi qu'à un ensemble de facteurs plus ou moins favorables à la conduite d'une politique ambitieuse. Bien que la Malaisie figure en bonne place aux côtés des nouvelles économies émergentes en Asie du Sud-est, elle est bien consciente que cette réussite aurait pu également avoir des effets limités, en particulier au moment de la crise financière de l'été 1997 où elle a dû payer un lourd tribut. Le pays a entamé une lente consolidation de son appareil politique et économique au début des années 2000, et bien que les taux de croissance faramineux enregistrés pendant les années-phare du miracle économique malaisien<sup>44</sup> appartiennent au passé, la Malaisie continue d'attirer les investisseurs (asiatiques et étrangers) et parvient à concilier les apports de la mondialisation avec les aspects religieux traditionnels en vue de réaliser le projet national malgré les soubresauts (politiques pour la plupart) auxquels elle est confrontée<sup>45</sup>.

A l'image de Singapour, la Malaisie a su dès son indépendance (obtenue le 31 août 1957) très rapidement se défaire du poids de son passé colonial. Peu après le départ des britanniques, la Malaisie a pris conscience de l'ampleur de la tâche pour entreprendre le chemin vers la prospérité. Une fois encore, un homme aura été le principal artisan du succès : il s'agit de Mahathir bin Mohamad, quatrième Premier ministre du pays (1981-2003). Ce visionnaire, le premier chef de gouvernement non issu de l'aristocratie malaise, est directement à l'origine de la fulgurante modernisation de la Malaisie. S'il rejoint dès sa fondation le *United Malays National Organization* (UMNO), principale entité politique de tendance nationaliste, il est intéressant de noter que rien ne semblait destiner Mahathir à entamer une carrière politique, puisque ce dernier n'avait pas (contrairement à ses pairs) suivi un cursus classique de droit dans des institutions occidentales<sup>46</sup>. Durant toute sa carrière, Mahathir cherche à raviver la flamme du nationalisme malais (à l'image de la politique de préférence nationale envers les malais de souche, ou *Bumiputra*, qui dominant très largement la sphère politique) ainsi que la fibre patriotique tandis que le pays traverse une phase incertaine de troubles politiques où un élan islamique commence à se répandre dans toute l'Asie du Sud-est. Ses choix politiques répondent à une véritable stratégie de nationalisme corporatif (à défaut de pouvoir employer le terme de *nation branding*) articulé autour de certains pans de l'économie malaisienne.

<sup>42</sup> L'Islam (tendance sunnite majoritaire) est la religion d'Etat depuis 1450.

<sup>43</sup> Sophie Lemièrre (sous la direction de), « From the Mosque to the Ballot Box: an Introduction to Political Islam in Malaysia », *IRASEC Occasional Paper* [en ligne], n°14, juin 2010, disponible sur <http://www.irasec.com/ouvrage8>.

<sup>44</sup> Le taux de croissance moyen s'élevait autour de 8% entre 1987 et 1996.

<sup>45</sup> Richard Stubbs, « La Malaisie et la mondialisation : crise et politique de l'ambivalence », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol.8, n°3, 2001, p.461-472.

<sup>46</sup> Nathalie Hoffmann, « Malaisie : vingt-deux ans de régime Mahathir. Esquisse de bilan d'un dirigeant hors du commun », *Revue internationale et stratégique*, vol.49, n°1, Printemps 2003, p.58-68.

S'il n'a pas toujours obtenu les résultats espérés (comme à l'occasion du traumatisme de 1997), il aura néanmoins tenu le pari de faire entrer la Malaisie dans le club des nouveaux pays industrialisés, tout en assumant une promotion d'un Islam plus modéré, moins archaïque et parfaitement en phase avec les exigences de la mondialisation<sup>47</sup>.

Si Mahathir est lui aussi un fervent défenseur des valeurs asiatiques (chacune de ses interventions accordées au cours de sa carrière dans les médias nationaux et étrangers y font explicitement référence), il n'hésite pas à les adapter au contexte local. Mahathir va très vite consacrer une part non négligeable de son programme politique à la promotion de l'Islam jusqu'à lui faire revêtir des habits neufs en vue de gagner une certaine respectabilité (aux yeux des observateurs occidentaux les plus sceptiques).

Parmi quelques projets emblématiques durant le mandat de Mahathir, nous pouvons citer la création de la Banque Islamique de Malaisie (*Bank Islam Malaysia Berhad*) dès 1982, le premier établissement de ce genre en Asie (en réponse à la première institution bancaire islamique fondée à Dubaï douze ans plus tôt en conséquence du premier choc pétrolier) ainsi que l'inauguration de l'Université Islamique Internationale (*Universiti Islam Antarabangsa Malaysia*) l'année suivante à Kuala Lumpur. Ces deux projets, bien que concrétisés à la faveur d'une interprétation de la Shariah plus souple que celle en vigueur au Moyen-Orient, témoignent de l'ambition affichée par Mahathir de voir la Malaisie devenir le porte étendard d'un Islam modernisé, débarrassé de représentations préconçues (et souvent erronées). La finance islamique constitue dès lors le principal cheval de bataille pour l'UMNO, et le pays s'est fait une réputation mondiale en la matière, taillant parfois des croupières aux acteurs dominants (Arabie Saoudite en tête) de ce domaine sans pour autant prétendre à une situation de monopole incontesté<sup>48</sup>. Mahathir avait émis dès le départ une ambition déterminée de voir la Malaisie se hisser dans le peloton de tête des pays industrialisés grâce aux réformes entrant dans le cadre de la « vision 2020 » (*Wawasan*).

A travers un angle peut-être plus élargi, les projets de modernisation entrepris sous le joug de la *Wawasan 2020* ont propulsé la Malaisie dans une nouvelle ère : le premier constructeur automobile national (Proton) a été créé en 1983 en vue de verrouiller le marché national (bien qu'ayant bénéficié de capitaux étrangers, notamment japonais). La compagnie pétrolière *Petroleum Nasional Berhad* (Petronas) est bien implantée dans la région où elle y effectue de nombreux forages (en particulier en Mer de Chine méridionale), et son siège inauguré en 1998 (Petronas Towers) en plein cœur de la capitale symbolise presque à lui seul les « années Mahathir ». La nouvelle capitale administrative Putrajaya (territoire fédéral d'une superficie de près de 5000 hectares entièrement gérée par ordinateur et achevée en 2010) est également un projet de Mahathir, ce dernier ambitionnait d'en faire l'équivalent de la célèbre « Silicon Valley » californienne à proximité de Kuala Lumpur, et ainsi damner le pion à Singapour. Quant au secteur touristique (principalement balnéaire) là aussi récipiendaire des investissements économiques réalisés sous Mahathir, il est en expansion régulière depuis quelques années et ne menace pas de faiblir à court terme (la plateforme aéroportuaire de Sepang désormais modernisée est en mesure de concurrencer celle de Changi à Singapour ou Suvarnabhumi à Bangkok). L'arrivée massive d'une nouvelle génération de fidèles (mieux éduquée et disposant d'un meilleur pouvoir d'achat) en provenance des pays du Golfe (réputés plus rigoristes) a également favorisé une forme plus « spirituelle » de tourisme que la mondialisation tend à accélérer : attirés par un cadre de vie sans doute moins contraignant, ils y trouvent là une alternative aux destinations plus « conventionnelles » proches de chez eux.

---

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Pierre-Charles Pradier, « La Malaisie : hub financier mondial ou club affinitaire islamique ? », *Dynamiques Internationales* [en ligne], n°9, avril 2014, 19 p., disponible sur <http://dynamiques-internationales.com/wp-content/uploads/2014/04/DI-9-Pradier.pdf>.

Mahathir a réussi, au cours de sa carrière politique, à insuffler un élan de renouveau à la fois pour le pays (à coups de grands projets infrastructurels) et pour le peuple malaisien dans son ensemble : le « kaléidoscope social » que constitue ce dernier prétend à une respectabilité nouvelle qui jusqu'alors peinait à être reconnue à l'échelle internationale. Sur cette question, la Malaisie a joué la carte d'un Islam tolérant et sensible à un souci de modernité au moment où les grandes tendances géopolitiques subissaient de profonds changements de paradigmes conséquemment à la fin de la logique bipolaire<sup>49</sup>. La Malaisie figure désormais en bonne place parmi les pays en voie de développement, et ses efforts sont désormais loués par un grand nombre d'observateurs occidentaux. Membre historique de l'ASEAN (elle en assure la présidence pour 2015), la Malaisie se doit également d'user de son poids sur certains dossiers particulièrement critiques dont les résolutions (pourtant nécessaires) demeurent repoussées *sine die* faute de cohérence et parfois de détermination lors des principales réunions de travail organisées tous les ans à l'occasion du sommet de l'ASEAN<sup>50</sup>.

Le cas d'étude malaisien illustre d'assez bonne manière la déclinaison des valeurs asiatiques dans le contexte local où l'Islam occupe une place prépondérante dans tous les aspects de la vie politique du pays : l'emploi des valeurs asiatiques permet à la Malaisie de « se vendre » à l'international mais aussi de promouvoir la mondialisation à travers le prisme d'une religion qui n'est pas systématiquement réfractaire au progrès et à la modernité. Mahathir a achevé son mandat en 2003 lorsque le pays était parvenu à se hisser parmi les pays aux plus hauts revenus d'Asie du Sud-est.

Cependant il est nécessaire de rappeler que la stabilité politique (obtenue par la politique de préférence nationale) n'est pas assurée pour autant comme en témoigne le dernier scrutin législatif de mai 2013 : si le *Barisan Nasional* (« front national » coalition malaise traditionnellement de droite fondée en 1973, au pouvoir sans discontinuation depuis l'indépendance) a été reconduit, le *Pakatan Rakyat* (« alliance du peuple » très populaire au sein des minorités chinoises et indiennes) mené par l'ancien vice Premier ministre Anwar Ibrahim (écarté du pouvoir par Mahathir en 1998) avait remporté près de 45% des suffrages et ainsi concrétisait une forme d'opposition formelle...malgré plusieurs cas de fraude massive avérés.

### ***c) Les valeurs asiatiques à l'échelle régionale : esquisse d'un bilan avant une possible projection***

Comme nous venons d'en faire état, les deux exemples de notre étude présentent des caractéristiques communes. Même si Singapour et la Malaisie n'ont pas toujours entretenu des rapports amicaux après l'indépendance de la cité-Etat, force est de constater que les leaders des deux camps ont toujours eu une grande estime respectueuse, même lorsque les circonstances historiques n'y étaient guère favorables : Lee Kuan Yew pour sa part a côtoyé tous les premiers ministres successifs de Malaisie et s'est efforcé de forger des liens solides avec eux pour le bien être entre les deux pays voisins comme pour l'équilibre régional dans son ensemble<sup>51</sup>.

Toutefois, il n'est pas très difficile d'observer que l'emploi des valeurs asiatiques, ainsi que leur promotion à grand renfort de patriotisme, s'est fait au détriment de quelques principes âprement défendus par l'Occident : Singapour et la Malaisie constituent à plus d'un titre deux exemples de régimes autoritaires qui ont fait le choix de « sacrifier » les principes d'une véritable démocratie participative sur l'autel de la réussite économique et de la prospérité de leur modèle.

<sup>49</sup> Johan Saravanamuttu, « Malaysia's Foreign Policy in the Mahathir Period, 1981-1995: An Iconoclast Come to Rule », *Asian Journal of Political Science*, vol.4, n°1, juin 1996, p.1-16.

<sup>50</sup> Prashanth Parameswaran, « The 26<sup>th</sup> ASEAN Summit: What are Malaysia's Priorities? », *The Diplomat* [en ligne], avril 23<sup>rd</sup> 2015, disponible sur <http://thediplomat.com/2015/04/the-26th-asean-summit-what-are-malaysias-priorities/>.

<sup>51</sup> David Han Guo Xiong, « Lee Kuan Yew's Legacy: his Impact on Singapore-Malaysia relations », *RSIS Commentary* [en ligne], n°80, avril 2015, disponible sur <http://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/co15080-lee-kuan-yews-legacy-his-impact-on-singapore-malaysia-relations/#.VTdW6tLtmkp>.

Amartya Sen, économiste et philosophe indien, démontre cependant que la démocratie (appréhendée par la participation des citoyens à la vie publique), et les droits de l'Homme en général, ne sont pas exclusivement le propre de l'Occident : ils sont au contraire profondément ancrés dans d'autres foyers de civilisation à travers le monde, et cette universalité ne doit plus être occultée ni même être l'apanage des pays occidentaux<sup>52</sup>. La démocratie étant de nature « incompatible » avec les aspirations nationales de ces pays (voire même de l'ensemble des pays asiatiques), il apparaissait donc superflu de chercher à l'introduire telle qu'elle puisqu'elle aurait inévitablement posé un obstacle de taille à la recherche de la prospérité et au bien être des peuples<sup>53</sup>.

Les valeurs asiatiques ont donc été rendues possibles et instrumentalisées à l'extrême là où elles avaient naturellement le plus de chances de pouvoir exister, à savoir dans des pays aux régimes autoritaires, en osmose avec les effets de la mondialisation (puisque'ils en avaient très tôt accepté les règles) et n'hésitant pas à prôner une exception asiatique pour mieux en absorber les effets<sup>54</sup>. Dans le sillage de Singapour et de la Malaisie, d'autres pays s'inspirent de ces stratégies qui ont démontré tout leur potentiel, et ce phénomène parvient à stimuler un peu plus le dynamisme de l'Asie orientale dans son ensemble : la Chine, avec certes d'autres moyens à sa disposition pour des objectifs différents à moyen terme, exprime depuis quelques années son ambition de vouloir s'approprier le « modèle singapourien » sur un certain nombre d'aspects pour ainsi franchir un palier déterminant dans sa politique d'émergence sur la scène internationale<sup>55</sup>.

Si l'exemple chinois mérite d'être relaté, la question doit néanmoins être posée quant à une application (partielle ou intégrale) des valeurs asiatiques dans le débat autour de la refonte des grandes institutions internationales. Comme nous l'avons avancé précédemment au début de notre argumentation, même si les valeurs asiatiques ne cherchent pas à remplacer de manière définitive l'ordre traditionnel de fonctionnement de ces organismes majeurs de coopération, elles peuvent prétendre à apporter un semblant de modernité (et sans doute d'attractivité) pour ses membres actuels et futurs.

Il convient à présent de poser les jalons d'une réflexion autour de la compatibilité des valeurs asiatiques dans les nouvelles pratiques du multilatéralisme pour le siècle à venir : comment peuvent-elles être mieux prises en compte dans la gouvernance globale ? Existe-il une vraie opportunité pour les valeurs asiatiques de se voir transposées en dehors de leur sphère d'influence historique ? Nous présenterons quelques éléments de réponse dans la deuxième partie de notre étude. Sans prétendre à l'exhaustivité, il s'agit de faire un premier état des lieux des possibilités dont nous constatons les prémices à l'heure actuelle.

---

<sup>52</sup> Amartya Sen, *Human Rights and Asian Values*, New York: Carnegie Council on Ethics and International Affairs, 1997, 32 p.

<sup>53</sup> Mark R. Thompson, « Whatever Happened to "Asian Values" », *Journal of Democracy*, vol.12, n°4, octobre 2001, p.154-165.

<sup>54</sup> Richard Robison, « The Politics of 'Asian Values' », *The Pacific Review*, vol.9, n°3, 1996, p.309-327.

<sup>55</sup> Stephan Ortmann, « The 'Beijing consensus' and the 'Singapore model': unmasking the myth of an alternative authoritarian state-capitalist model », *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, vol.10, n°4, novembre 2012, p.337-359.

## ***Les valeurs asiatiques au service de la gouvernance mondiale : quelle transposabilité pour quelle finalité ?***

La deuxième partie de notre démonstration propose cette fois un approfondissement du débat autour de l'apport des valeurs asiatiques à l'échelle mondiale : nous avons pu constater que l'usage et la promotion de ces principes pour les pays qui en ont été les initiateurs leur ont octroyé une certaine visibilité d'abord à l'échelle régionale avant d'acquiescer une dimension internationale.

Il convient désormais de nous livrer à un exercice sans doute plus prospectif en émettant quelques hypothèses dans la perspective d'une réappropriation de ce concept pour la refonte des institutions internationales afin de savoir comment les valeurs asiatiques peuvent s'adapter aux tendances d'un ordre multipolaire plus représentatif de la diversité de ses acteurs.

### ***1. Etat des lieux du multilatéralisme à l'heure de la mondialisation***

Si la littérature académique contemporaine accorde une attention accrue à l'étude du multilatéralisme et ses évolutions sous diverses approches théoriques (réalisme offensif et/ou défensif, libéralisme, constructivisme, fonctionnalisme...), force est de constater que cet objet d'étude a lui-même également subi l'épreuve du temps depuis la fin de la logique bipolaire : les institutions internationales ont progressé en nombre sans toutefois parvenir à assurer un « renouvellement générationnel » de leurs acteurs comme de leurs pratiques<sup>56</sup>. Le paradigme d'une « *gouvernance globalisée* » intégrant les normes produites aussi bien par les acteurs étatiques que non-étatiques est reconnu depuis près d'une décennie au travers des différentes écoles de pensées majoritairement représentées, d'autant plus que (sous le volet sécuritaire) la recherche d'une sécurité collective vient corroborer les modalités<sup>57</sup>. Dans le cas de la gouvernance mondiale<sup>58</sup>, l'un des prolongements naturels de la mondialisation (pas uniquement sous la seule déclinaison économique à laquelle elle est souvent associée), nous pouvons avancer sans risque que la phase de ralentissement économique globalement observable de ces dernières années peut inciter ses acteurs à repenser les repères et mettre en œuvre de nouvelles normes en matière de coopération (puisque les modes opératoires actuels sont fragilisés par les contrecoups de la crise et sont parfois même caduques).

Pour comprendre les origines de la coopération internationale et où les premières OI voient le jour, on ne manquera pas de se référer à Paul Bairoch qui parle du 19<sup>ème</sup> siècle comme celui du « *siècle par excellence d'un décloisonnement total du monde*<sup>59</sup> ». Là où le 20<sup>ème</sup> siècle est dominé par l'essor de la logique guerrière et la montée en puissance des totalitarismes aveugles et ravageurs, le 21<sup>ème</sup> siècle est celui de la coopération multilatérale obligée dont l'ordre multipolaire tendrait vers une plus juste reconnaissance entre les acteurs étatiques et devant garantir toute nouvelle dérive ou probabilités d'affrontements<sup>60</sup>.

Au fur et à mesure que croît le poids démographique et économique de l'Asie, il n'est pas inutile de rappeler que cette région a consolidé son identité et bâti son rayonnement international en s'inspirant souvent de ce qui a fonctionné avec succès en Occident<sup>61</sup>. En prenant modèle sur l'Union Européenne (UE), les pays fondateurs de l'ASEAN sont parvenus à poser la première pierre du régionalisme en Asie du Sud-est dès 1967 et à mettre en œuvre ce projet suivant un protocole normatif très codifié qui lui garantit sa longévité et sa stabilité...parfois à son désavantage<sup>62</sup>.

<sup>56</sup> Robert O. Keohane, « Multilateralism: An Agenda for Research », *International Journal*, vol.45, n°4, Autumn 1990, p.731-764.

<sup>57</sup> Robert O. Keohane, *Power and Governance in a Partially Globalized World*, London: Routledge, 2002, 312 p.

<sup>58</sup> Nous entendons par « gouvernance mondiale » la construction et l'observation des régulations publiques et privées opérant à l'échelle globale entre les sociétés humaines mais également entre l'humanité et la biosphère.

<sup>59</sup> Paul Bairoch, *Victoires et déboires: histoire économique et sociale du monde du XVIème siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 1997, 3 vol.

<sup>60</sup> Guillaume Devin, *Un seul monde, l'évolution de la coopération internationale*, Paris : CNRS, 2014, 60 p.

<sup>61</sup> Amitav Acharya, « How Ideas Spread: Whose Norms Matter? Localization and Institutional Change in Asian Regionalism », *International Organization*, vol.58, n°2, avril 2004, p.239-275.

<sup>62</sup> *Ibid.*

Le multilatéralisme moderne doit dorénavant savoir composer avec les apports théoriques et empiriques venant d'autres régions du monde : Kishore Mahbubani en exprime régulièrement l'idée dans le cas asiatique à travers ses nombreuses interventions médiatisées. Aussi nul doute que d'autres viendront prolonger le débat quant aux perspectives d'évolutions diplomatiques à l'échelle mondiale. Dans le cas de notre étude, l'émergence de nouvelles normes de régulation induites par les initiatives asiatiques peut à terme déboucher sur une gouvernance mondiale inédite, puisque plus représentative de l'ordre international où l'Asie y retrouve la place qu'elle occupait avant la « parenthèse occidentale ».

## 2. *Quelques pistes analytiques*

Notre démarche suit les arguments d'une remise à plat des négociations internationales à travers le prisme identitaire et culturel, lui-même particulièrement en vue dans le cercles de réflexion occidentaux : la pluralité des acteurs (émergents ou pour la plupart novices en matière de diplomatie internationale) appelés à peser dans les débats, la pluralité de leurs arguments et de leurs modes de fonctionnement tant en matière de raisonnement décisionnel que vis-à-vis de leurs réactions (plus ou moins prévisibles selon la nature des négociations) nous incitent à faire état de ces transformations qui se complètent (ou bien s'annulent mutuellement) à l'échelle du multilatéralisme tel que théorisé par les pays occidentaux<sup>63</sup>. Si la dimension cognitive permet ici une conceptualisation mieux définie de cette nouvelle forme de négociation pour certains acteurs (comme c'est le cas avec la Chine depuis quelques années), il nous semble judicieux d'aller en ce sens afin d'esquisser un élan de renouveau pour la gouvernance mondiale, en mal de nouveaux repères du fait d'une identité sans doute trop « américano-centrée » dans ses codes, dans ses représentations et surtout dans ses valeurs<sup>64</sup>.

Comme nous l'avons démontré en premier lieu, les valeurs asiatiques sont toutes issues d'un héritage socioculturel ancien et profondément ancré dans les mœurs locales, et ce dernier a su préserver son unicité en faisant preuve d'un réel dynamisme et d'une capacité de résilience face aux grandes tendances mondiales qui se sont succédées.

### a) *Un monde multipolaire...consciencieux des nouvelles normes d'interaction entre ses acteurs*

A l'image de la Chine antique, la conception de l'univers (dominée par un discours confucéen) repose sur un subtil équilibre entre forces célestes et terrestres où les principes de la vertu (*de*) associés à un ensemble de rites scrupuleusement hiérarchisés (*li*) doivent naturellement présider à la condition et à l'évolution de la nature humaine. D'après Confucius, l'homme civilisé et vertueux (*junzi*) en était l'illustre représentation (d'abord au sein du cercle familial puis dans celui de la société toute entière) au sein de l'empire civilisé (*tianxia*) et devait s'assurer de la diffusion de ce code de conduite au-delà de ses limites puisque une telle conception était dotée d'un caractère universel. Cet argument constitue le fondement de l'histoire des divers échanges entre la Chine et ses états « vassalisés » d'une part, et par extension la manière dont elle choisit de nos jours de traiter avec l'ensemble de la communauté internationale avec plus ou moins de fermeté d'autre part<sup>65</sup>. Il n'est guère surprenant de constater à quel point Pékin continue d'en faire usage de façon très régulière quitte à paraître « arrogante » et « provocatrice » aux yeux de certains observateurs occidentaux et asiatiques<sup>66</sup>.

<sup>63</sup> Yves Schemeil, « Des négociations interculturelles ? Cultures, calculs, cognition » In Franck Petiteville & Delphine Placidi-Frot (sous la direction de), *Négociations Internationales*, Paris : Presses de Sciences Po, 2013, p.141-168.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Zhang Yongjin & Barry Buzan, « The Tributary System as International Society in Theory and Practice », *The Chinese Journal of International Politics*, vol.5, n°1, Spring 2012, p.3-36.

<sup>66</sup> Shannon Tiezzi, « China's Vision for Modernizing the UN », *The Diplomat* [en ligne], february 25th 2015, disponible sur <http://thediplomat.com/2015/02/chinas-vision-for-modernizing-the-un/> & Yan Xuetong, « International Leadership and Norm Evolution », *The Chinese Journal of International Politics*, vol.4, n°3, Autumn 2011, p.233-264.

De façon plus générale, il convient surtout de souligner que la pensée confucéenne constitue toujours la pierre angulaire des rapports sociaux en Asie orientale : une large place est consacrée aux impératifs de soumission de l'individu à l'autorité (familiale puis professionnelle) ainsi qu'aux respects des normes et des hiérarchies. A l'échelle de la coopération multilatérale, et dans l'hypothèse de voir naître une prise de conscience relative au respect des normes et de ceux qui en sont les auteurs (diplomates, acteurs de la société civile, intellectuels...) la communauté internationale se mettrait au diapason de l'Asie (nouveau centre de gravité annoncé pour le siècle à venir) et donnerait une nouvelle dimension (confucéenne) que certains pays (Singapour, Corée du Sud, Vietnam) auraient la chance de mettre en avant...sans entrer en conflit avec les principes régulateurs générés par la mondialisation puisqu'ils s'en retrouveraient renforcés.

### **b) Une connaissance renforcée du fait religieux dans l'étude des RI**

Comme nous avons pu le constater à travers le cas d'étude malaisien, l'Islam n'est plus exclusivement associé à une croyance archaïque et hostile à toute forme de progrès. Bien au contraire, un Islam modéré peut servir de modèle à une nouvelle génération de pratiquants, et par extension influencer de façon positive sur l'image de cette religion à l'échelle internationale. Cette variable n'est plus occultée dans le débat autour de la théorie des RI étant donné qu'elle est devenue un « référent identitaire, qui contribue à définir le rapport au monde d'acteurs individuels et collectifs<sup>67</sup> ».

Le facteur religieux occupe désormais une part non-négligeable lorsqu'il s'agit de repenser les menaces dites « non-traditionnelles » à la suite du 11 septembre 2001<sup>68</sup> : au nom d'une mise en commun des moyens de lutte (*collective security*) contre le fléau islamiste radical incarné par Al-Qaïda et ses nombreuses ramifications régionales (l'Asie du Sud-est n'est pas épargnée puisque la *Jemaah Islamiyah* en Indonésie ou *Abu Sayyaf* aux Philippines constituent encore une menace sérieuse), les démocraties occidentales sont confrontées aux dérives islamistes posées par un choix de « *repli identitaire* » au nom de la défense des valeurs les plus saintes de l'Islam<sup>69</sup>. A ce sujet, une coopération plus appuyée entre l'ONU et l'ensemble des pays musulmans en matière de contrôles humains et matériels peut prétendre à bénéficier de l'expertise de la Malaisie, nouveau leader de la finance islamique (un secteur étroitement surveillé dans la lutte contre les filières djihadistes).

A l'échelle asiatique, l'Indonésie représente un réservoir d'opportunités tout aussi décisif puisque le pays dispose certainement des meilleurs atouts à faire valoir en matière de coopération internationale<sup>70</sup> : plus grand « pays musulman » au monde par le nombre de pratiquants (près de 90% de la population et de nature similaire à celle observée en Malaisie), le pays a su tirer profit de sa position géographique et nouer des liens avec un grand nombre de protagonistes (asiatiques et étrangers) en vue de catalyser les efforts collectifs aussi bien dans la lutte contre le terrorisme régional (le principal responsable des attentats de Bali en 2002 et 2005 a été arrêté au Pakistan quelques mois avant la mort d'Oussama Ben Laden) que dans celle plus laborieuse de la piraterie maritime là aussi très ancrée dans l'histoire de la région et que la mondialisation (en raison des flux maritimes exponentiels en Asie) continue d'entretenir<sup>71</sup>.

<sup>67</sup> Delphine Allès, « La religion dans les relations internationales : une force mobilisatrice » In Jean-Vincent Holeindre (sous la direction de), *Le Pouvoir : Concepts, Lieux, Dynamiques*, Auxerre : Sciences Humaines, 2014, p.243-249.

<sup>68</sup> Pierre Berthelet, *Chaos international et sécurité globale : la sécurité en débats*, Paris : Publibook, 2014, 597 p.

<sup>69</sup> Delphine Allès, *op.cit.*, p.245.

<sup>70</sup> Frédéric Puppatti, « La sécurité maritime, facteur de consensus de la nouvelle politique américaine en Asie du Sud-Est : le cas du partenariat stratégique avec l'Indonésie », *Monde chinois nouvelle Asie*, vol.37, n°1, 2014, p.70-78.

<sup>71</sup> Pour une étude approfondie de ces thématiques, on se référera aux deux remarquables études suivantes : Eric Frécon, *La réaction des Etats est-asiatiques au défi de la piraterie sur les mers de l'après-Guerre froide*, IEP de Paris, Thèse soutenue en 2007 & Alban Sciascia, 'Gotong Royong' : la coopération sécuritaire américano-indonésienne depuis 2001. *Analyse d'un partenariat stratégique en devenir par le prisme de la sécurité maritime*, IEP de Lyon, Thèse soutenue en 2012.



Cet exemple s'est propagé ailleurs dans le monde dans des conditions analogues (Golfes de Guinée et d'Aden notamment). Même si l'Indonésie semble résolue à s'ériger comme un référentiel mondial depuis l'élection de Joko Widodo à la présidence en mai 2014, elle doit cependant redoubler d'efforts lorsque rejaillissent des frictions avec le voisinage proche (épineuse question des flux migratoires vers l'Australie).

### c) *Repenser les identités régionales dans le cadre des élargissements...et des tensions*

Bertrand Badie évoque les bouleversements de l'ordre international par une dénaturation lente et progressive de l'Etat<sup>72</sup> autour des questions de sécurité collective (l'Etat n'occupe désormais plus le rôle centralisateur de l'action à mener). Nous pouvons appliquer ce postulat théorique dans une dimension régionale à travers la question de l'intégration : les Etats étant individuellement incapables de présider à leurs ambitions, ils s'en remettent à une mise en commun de leurs moyens dans le cadre d'un projet régional. L'UE a par exemple servi de modèle à quelques pays du sud-est asiatique qui ont joint leurs efforts en vue d'établir l'ASEAN une décennie après elle.

Si les pratiques de fonctionnement diffèrent considérablement d'une association à l'autre, elles convergent néanmoins vers une prise de conscience accrue de leur poids dans la mondialisation via leurs capacités d'action face à des tensions générées par des acteurs extérieurs. Dans le cas de l'UE, le processus s'est tout d'abord révélé particulièrement long et fastidieux en raison du contexte bipolaire anxiogène dominant, et par la suite avec la confrontation entre les partisans d'une Europe fédérale et ceux plus réfractaires à une centralisation tous azimuts<sup>73</sup>. En dépit de quelques incidents de parcours (comme celui de l'échec du traité de Lisbonne en 2005 ou plus récemment après le scrutin législatif au Royaume-Uni de mai 2015) si l'UE se targue d'être une entité politique relativement solide et fédératrice depuis son dernier élargissement en 2007, et dans l'hypothèse d'une probable intégration de la Serbie voire même de la Turquie à moyen terme, elle doit cette force à la cohérence de ses représentations institutionnelles dans leur situation géographique (formant un noyau dur autour d'un « périmètre historique ») ce qui la conforte dans ses choix lorsqu'elle doit peser de manière unilatérale dans les négociations régionales (cas des affrontements en Ukraine, stimulés par la Russie) ou plus lointaines (lutte contre *Daesh* dans la péninsule arabique). L'identité européenne n'est plus une utopie, surtout lorsqu'elle est directement incriminée par Vladimir Poutine à de nombreuses reprises (parfois de manière totalement incongrue) et bien entendu à chaque fois où elle est décriée par les salafistes les plus hostiles.

Au sujet de l'ASEAN, même si le processus d'élargissement est au point mort depuis 1999, il n'est pas inutile de souligner que l'association subit à son échelle les transformations que subit l'Asie toute entière depuis la fin du contexte bipolaire : ces phénomènes se produisent plus vite avec des effets souvent plus violents, ce qui oblige les pays membres à adopter des stratégies plus ou moins manifestes en vue de ne pas trop en subir les conséquences. Là encore, l'ASEAN a puisé dans les expériences passées de l'UE sans toutefois parvenir au même résultat<sup>74</sup> : les politiques communes décidées par l'ASEAN n'ont pas toujours eu le succès espéré malgré les efforts de ses organes décisionnels, voire même ceux établis de longue date à l'initiative de pays extérieurs. Dans le cas de la Banque Asiatique de Développement<sup>75</sup> (BAD), il s'agit d'un projet multilatéral qui devait répondre aux défis économiques et sociétaux dans les pays les plus nécessiteux (programme d'aménagement régional du Grand Mékong, réduction de la pauvreté aux Philippines, soutien logistique en réponse aux défis environnementaux en Indonésie...).

<sup>72</sup> Bertrand Badie, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Paris : CNRS, 2013, 293 p.

<sup>73</sup> Michel Catala, « La communauté à la recherche de son identité. De l'Europe des citoyens à la citoyenneté européenne (1957-1992) », *Relations internationales*, vol.140, n°4, 2009, p.83-101.

<sup>74</sup> François Bafoil, « Repenser les identités régionales par le prisme des élargissements : une comparaison UE/ASEAN », *Revue Française de Science Politique*, vol.63, n°1, 2013, p.75-92.

<sup>75</sup> Créée en 1966 et basée à Manille. Elle est présidée par le Japon sans discontinuation.

Cependant, et malgré la présence japonaise en toile de fond, la Chine entretient l'ambition de concurrencer son éternel rival asiatique avec le projet de Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures<sup>76</sup> (BAII) officialisé en octobre 2014 et dont la dotation est susceptible de dépasser très largement celle de la BAD (165 milliards de dollars contre 100 milliards de dollars).

L'initiative chinoise, par ailleurs saluée par une partie des pays membres de l'UE, dont certains ont déjà rejoint le projet, intervient à un moment où Pékin insiste sur la nécessité d'une refonte des institutions internationales qui doivent garantir une plus juste représentativité de l'ordre actuel<sup>77</sup>. L'Asie orientale se retrouve confrontée à un choix identitaire oscillant entre continuité (assurée par un encreage idéologique américain favorisé par la logique libérale) et innovation avec une forme inédite de régionalisme promulguée par la Chine (à grand renfort de nationalisme où l'héritage de Confucius est revisité). La confrontation directe entre les défenseurs d'une Asie façonnée par la nouvelle puissance chinoise et ceux qui y voient une expansion hégémonique autrement plus inquiétante relance le débat autour des valeurs asiatiques et leur capacité à séduire pour ne pas être absorbées irrémédiablement<sup>78</sup>.

A travers le cas de la BAII comme une illustration du multilatéralisme régional contemporain et une manifestation des desseins de la Chine, nous pouvons affirmer que les valeurs asiatiques (telles que conçues et promues par Pékin) sont réinterprétées à différentes échelles pour défendre différentes causes. Une nouvelle gouvernance mondiale doit se soucier de la place nouvelle que doit occuper l'Etat lorsque les intérêts nationaux et supranationaux cohabitent dans un contexte multipolaire reposant sur un nouveau corpus régulateur non plus exclusivement occidental<sup>79</sup>.

Pour une meilleure observation des règles au sein des OI, nous pouvons émettre l'hypothèse que les valeurs asiatiques obligeront une remise à plat générale des pratiques de travail : le goût de l'effort collectif face à de nouveaux défis globaux, une remise en question des méthodes lorsqu'elles ne parviennent plus à démontrer leur efficacité ainsi que le souci de satisfaire les exigences de chacune des parties engagées constituent autant de nouvelles voies pour le multilatéralisme moderne.

Si les OI se montrent capables d'opérer une véritable mue structurelle, alors les générations futures disposeront sans doute d'un environnement international plus représentatif de ses grandes transformations opérées...qui laisseront la place à des évolutions ultérieures comme l'illustre Oswald Spengler un siècle auparavant : si l'Occident affiche une perte de vitesse en partie amputable à l'émergence et à l'affirmation de l'Asie, il ne faut pas perdre de vue que nous sommes les témoins d'une « passation de pouvoir » naturelle et inhérente à la conceptualisation des RI contemporaines.

Ces évolutions interviennent sans doute plus violemment que jamais, aussi est-il sans doute préférable de ne pas tirer de conclusions trop hâtives quant à l'issue de ces changements : en effet, nul n'est en mesure d'affirmer avec certitude que le « siècle de l'Asie » préviendra de toute nouvelle dérive destructrice, et il est à craindre que les OI devront redoubler leur capacité d'action et de concertation avec une plus grande vigilance. Il en va naturellement de la crédibilité de ces institutions comme vecteurs de la globalisation des pratiques, aussi une promotion des valeurs asiatiques à l'échelle mondiale pourrait s'avérer judicieuse afin d'offrir une alternative au système de valeurs occidentales qui ne semble plus satisfaire ceux qui en sont les principaux partisans.

---

<sup>76</sup> Le projet a été exposé à l'automne 2013 par Xi Jinping à l'occasion du forum de l'APEC organisé à Bali...en l'absence de Barack Obama pour cause de *shutdown*.

<sup>77</sup> Harold Thibault, « La Chine veut prendre la main sur l'investissement en Asie », *Le Monde*, octobre 2014, p.4.

<sup>78</sup> Garry Rodan, « The internationalization of ideological conflict: Asia's new significance », *The Pacific Review*, vol.9, n°3, 1996, p.328-351.

<sup>79</sup> Josepha Laroche, « Une gouvernance mondiale est-elle possible ? », In Jean-Vincent Holeindre (sous la direction de), *Le Pouvoir : Concepts, Lieux, Dynamiques, op.cit.*, p.372-379.

### *Conclusion*

La théorisation des nouveaux paradigmes sur l'émergence des « Suds » dans un nouvel ordre mondial, depuis les cercles d'étude occidentaux traditionnels jusque vers de nouveaux lieux de production de savoirs, est une conséquence bienfaitrice pour l'étude des RI contemporaines ainsi que pour leur diffusion<sup>80</sup>. Si la mondialisation oblige à redéfinir en profondeur les codes ainsi que les outils théoriques de la discipline jusqu'à y apporter un regard plus sociologique, à l'image du concept de « société globale<sup>81</sup> », il convient surtout de rendre compte du mieux possible de la façon dont les acteurs émergents s'insèrent dans le concert des nations, et la manière avec laquelle ils contribuent au bon fonctionnement de ce dernier.

Le choix retenu dans notre cas d'étude corrobore la place centrale de l'Asie dans la dynamique entretenue par la mondialisation, où elle devient à la fois un acteur de référence et également l'objet de toutes les convoitises dans de nombreux domaines<sup>82</sup>. Même si la mondialisation représente un nouveau défi dans ces évolutions politiques régionales, force est d'admettre que les pays asiatiques ne sont pour l'heure guère disposés à abandonner certaines pratiques qui ont démontré une exceptionnelle longévité. Si la démocratie, théorisée et observée à travers le regard occidental, ne semble pas être une option pour la plupart d'entre eux, il n'en demeure pas moins que le rayonnement de l'Asie ne semble pas être remis en question<sup>83</sup>.

Nous avançons que les valeurs asiatiques constituent une réponse tangible pour poser les bases de la nouvelle gouvernance mondiale : si le leadership libéral défendu par l'Occident s'est avéré être productif durant plus d'un demi-siècle, ce dernier subit une phase transitoire relativement incertaine et les valeurs occidentales ne garantissent plus nécessairement le même sentiment de confort et de bien être matériel que ce soit dans les pays développés ou ceux qui jouissent de ces nouveaux privilèges<sup>84</sup>.

L'Occident doit être capable de repenser le système international avec l'aide des apports théoriques et empiriques des acteurs émergents où qu'ils se trouvent : il apparaît inconcevable de ne pas octroyer aux nouveaux pays émergents une juste reconnaissance qui leur garantirait *de facto* une meilleure audibilité non plus exclusivement sous le format du G20 (sans doute encore trop réducteur). Il en va non seulement de sa crédibilité mais surtout de la survie même des institutions multilatérales : puisqu'une réforme en profondeur semble être aussi incertaine que laborieuse, nous pouvons néanmoins esquisser quelques aménagements substantiels qui en maintiendraient sa respectabilité.

Les valeurs asiatiques, à travers le point de vue de Kishore Mahbubani, peuvent légitimement prétendre à une dimension mondiale puisqu'elles prolongeraient la dynamique générée par les pratiques d'un multilatéralisme dépendant plus que jamais de la mondialisation.

Elles peuvent contribuer à instaurer une certaine rigueur morale et une détermination au sein de la communauté internationale puisque ces deux composantes semblent faire défaut aujourd'hui : la coopération internationale repose sur des mécanismes inhérents à des sentiments humains aussi nombreux que complexes. Même si elles ne sont pas vouées à prendre un ascendant définitif sur les valeurs occidentales, elles peuvent incarner une alternative crédible, innovante et enrichissante pour la pratique de la coopération internationale dans un ordre mondial multipolaire : ces valeurs restent encore largement perfectibles (comme nous avons pu en faire état tout au long de notre étude), mais elles méritent que l'on s'y attarde plus attentivement afin de mieux en comprendre le sens et la portée.

<sup>80</sup> Nicolas Guilhot, « The International Circulation of International Relations Theory », In Wiebke Keim (edited by), *Global Knowledge Production in the Social Sciences: Made in Circulation*, Farnham: Ashgate, 2014, p.63-86.

<sup>81</sup> Michael Barnett & Kathryn Sikkink, « From International Relations to Global Society », In Christian Reus-Smit & Duncan Snidal (edited by), *The Oxford Handbook of International Relations*, Oxford: Oxford University Press, 2008, p.62-84.

<sup>82</sup> Haruhiko Kuruda, « The Role of Asia in a Globalized World Era », *Asia-Pacific Review*, vol.20, n°2, 2013, p.101-115.

<sup>83</sup> Amitav Acharya, « Democracy or death? Will democratisation bring greater regional instability to East Asia? », *The Pacific Review*, vol.23, n°3, 2010, p.335-358.

<sup>84</sup> Ronald Inglehart, « Globalisation and Postmodern Values », *The Washington Quarterly*, vol.23, n°1, 2000, p.215-228.